

PRÉFECTURE
DE L'INDRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Extrait du Registre des Arrêtés de la Préfecture de l'Indre

3ème Division
2ème Bureau

Du

23 FÉV. 1951

19

Le Préfet du Département de l'Indre,

1488
MINUTE

Vu la pétition en date du 22 Février 1950 par laquelle M. ETAVE Maurice sollicite l'autorisation d'exploiter, rue du Gué, de l'Ane Vert, à ISSOUDUN, une mégisserie et un atelier de teinture de peaux rangés dans la 2ème classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu les plans et la notice annexés à cette demande;

Vu le procès-verbal d'enquête à laquelle cette affaire a été soumise à la Mairie d'ISSOUDUN;

Vu le certificat de publication et d'affichage;

Vu les avis de MM. les Inspecteurs des Etablissements Classés en date des 29 Novembre 1950 et 15 Janvier 1951;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental du Travail et de la Main-d'Oeuvre du 3 Novembre 1950;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 septembre 1906 relatif à la police des cours d'eau ni navigables ni flottables;

Vu les avis de la Commission Sanitaire Locale des 7 Octobre 1950 et 12 Janvier 1951;

Vu l'avis du Conseil départemental d'Hygiène du 8 Février 1951;

Vu la loi du 19 Décembre 1917 modifiée les 20 Avril 1932 et 21 Novembre 1942 et les décrets des 17 Décembre 1918, 24 Décembre 1921 et 28 Juin 1943;

Considérant qu'au cours de l'enquête il n'a été formulé aucune réclamation;

Considérant que toutes les formalités exigées par les instructions ont été régulièrement remplies;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, A R R E T E :

- Article 1er - La demande sus-visée de M. ETAVE est accueillie sous réserve que l'intéressé se conformera exactement aux dispositions suivantes :

- a) l'établissement sera installé à l'emplacement indiqué sur les plans annexés à la minute du présent arrêté.
- b) les bâtiments seront construits en matériaux durs, incombustibles et imputrescibles;
- c) les bois apparents, s'il en existe, seront recouverts de ciment ou de tout autre revêtement imperméable;
- d) le sol sera rendu imperméable par un bétonnage en ciment et raccordé avec une canalisation étanche et souterraine permettant d'assurer l'écoulement des liquides à des bassins de traitement étanches où ils seront neutralisés et désodorisés;
- e) les produits avariés ainsi que les résidus seront enlevés chaque jour après neutralisation et désodorisation;
- f) le transport des déchets hors des ateliers devra être fait en caisses étanches et n'entraîner sur son trajet aucune chute de liquides ou de débris solides;
- g) les étuves, séchoirs, etc seront construits en matériaux incombustibles avec porte de fer; les persiennes seront métalliques
- h) les ateliers seront énergiquement ventilés au moyen de ventilateurs combinés avec des gaines de prise d'air;
- i) il sera installé pour l'évacuation des produits provenant du fonctionnement du pistolet, une cheminée assez élevée pour permettre à ces produits de se diluer dans l'atmosphère;
- Le dépôt de produits cellulosiques sera installé aussi loin que possible de la voie de chemin de fer;
- j) les cuves et les pelains en maçonnerie seront parfaitement étanches; ils seront fermés et aérés par une gaine d'appel d'air suffisamment élevée; ils seront curés, lavés et désinfectés très fréquemment;
- k) les murs, les sols des ateliers, cours, conduites, rigoles, etc seront fréquemment lavés à l'aide d'une solution antiseptique et les bois apparents passés à la chaux;
- l) tous les angles des murs dans les divers locaux seront arrondis.
- m) le local où seront déposées et travaillées les peaux sèches sera séparé par une cloison étanche de l'atelier où s'effectue le travail de rivière. Le travail des peaux ne pourra, en aucun cas, être fait directement dans la rivière, il devra être effectué dans des bassins spéciaux dont le contenu subira avant évacuation le traitement indiqué aux paragraphes suivants en vue de la neutralisation et de clarification des eaux.

Le dépôt de peaux devra être aussi éloigné que possible des habitations.

a) Les eaux résiduaires ne pourront être déversées dans la rivière forcée de la Théols qu'après autorisation spéciale obtenue en application des textes relatifs au régime des eaux.

o) Les eaux contenant des filaments, des pulpes, des raclures, des mousses épaisses et dures ou tout autre débris flottant passeront au travers de grillages métalliques à mailles suffisamment fines pour pouvoir retenir tous les débris en suspension.

Ces grillages seront en nombre suffisant et constitueront des écluses successives entre lesquelles un espace d'au moins 60 centimètres sera ménagé afin de permettre l'enlèvement des débris au fur et à mesure de leur dépôt.

p) le décanteur devra être conditionné de telle sorte qu'aucune matière grasse ne soit envoyée à la rivière.

q) si une installation de chauffage est envisagée, elle devra être réalisée après entente avec le service de sécurité contre l'incendie.

r) l'établissement sera pourvu d'extincteurs en nombre suffisant. De plus, il sera prévu des seaux pompes et des postes d'incendie dont le nombre et les emplacements seront à déterminer en accord avec le service de sécurité.

- Article 2 - Le permissionnaire devra se conformer strictement aux dispositions édictées par :

1°) Le livre II du Code du Travail et spécialement l'article 66 a.

2°) le décret du 10 Juillet 1913 modifié relatif aux mesures d'hygiène et de sécurité.

3°) le décret du 1er Octobre 1913 relatif aux mesures d'hygiène applicables dans les établissements dont le personnel est exposé à l'infection charbonneuse.

4°) le décret du 4 Août 1935 (établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques).

5°) Décret du 16 Octobre 1939 modifié (utilisation de produits benzoliques).

6°) Le décret du 25 Août 1947 (enduisage par pulvérisation).

M. le Directeur Départemental du Travail et de la Main-d'Oeuvre est seul chargé, en vertu de l'article 23 de la loi du 19 Décembre 1917 de l'application des prescriptions du présent article.

- Article 3 - Le permissionnaire n'aura droit à aucune indemnité ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'Administration reconnaît devoir prendre des mesures qui le privent de tout ou partie des avantages de la présente autorisation.

- Article 4 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

- Article 5 - La présente autorisation cessera d'être valable si permissionnaire n'en a pas fait usage dans un délai de deux ans à compter de la notification.

- Article 6 - Le présent arrêté sera notifié à M. ETAVE.

Il sera transmis à MM. les Inspecteurs des Etablissements classés et à M. le Directeur Départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre qui en assureront l'exécution chacun en ce qui le concerne

Un extrait énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de tout intéressé sera affiché à la porte de la mairie et un extrait sommaire sera inséré par les soins du Maire et aux frais du permissionnaire dans un journal d'annonces légales du département.

